le 25 mars 2022

DÉCISION INDIVIDUELLE N° 139/2022 portant autorisation de prises de vues et de sons professionnelles pour Promotion du territoire dans le secteur d'Ailefroide à l'occasion de l'ouverture du refuge du Glacier Blanc

Pétitionnaire : Mme REZGUI Cynthia Photographe
Office de Tourisme du Pays des Écrins
Adresse : --Adresse postale de la structure--
Localisation du projet : Vallouise-Pelvoux, Glacier Blanc, Ailefroide, en cœur du Parc national des Écrins

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331 4-1, R.331-26, R.331-65 et R.331-68 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°19, et 25 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Considérant que le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre de : "promotion du territoire par les communes, les offices chargés de la promotion touristique" ;

Considérant que la demande de prises de vues et de sons professionnelles en cœur du Parc national des Écrins pour Héliportage du refuge du Glacier Blanc, soumise le 24 mars 2022 au bénéfice de Mme REZGUI Cynthia intervenant pour le compte de : Office de Tourisme du Pays des Écrins , est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 4° promotion du territoire, » ;

Considérant que le survol motorisé (y compris les drones) du cœur du parc national des Écrins

à moins de 1000 m du sol est interdit ;

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande
Mme REZGUI Cynthia est autorisé.e à effectuer dans le cœur du Parc national des Écrins des prises de vue et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales pour le projet suivant :
Nom du projet : Héliportage du refuge du Glacier Blanc
Commune(s) : Vallouise-Pelvoux
Lieu(x)-dit(s) : Glacier Blanc, Ailefroide

La présente autorisation est délivrée aux conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Effet
La présente autorisation est délivrée pour la période du 01 avril 2022 au 01 avril 2022, pour des prises de vues et de sons au sol exclusivement, et sans moyens de déplacement motorisés.
En cas de nécessité de modifier le calendrier des prises de vues et de sons, le pétitionnaire devra impérativement en informer au préalable le service concerné du Parc national.

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible. Elle ne permet pas au pétitionnaire de céder les prises de vue à des tiers.

Le pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national des Écrins.

Article 3 : Prescriptions
La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

3.1. La présente autorisation est accordée pour une équipe de 2 personne(s), munie(s) du matériel suivant : Matériel léger portatif,

3.2. Les prises de vues et de sons seront exclusivement effectuées au sol. Les prises de vues et de sons aériennes (drone compris) sont exclues de l'autorisation.

3.3. Les prises de vue et de son seront organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,

3.4. Absence d'utilisation de moyen ou chose de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux,

3.5. Interdiction de procédés de recherche ou l'usage d'engins, instruments, matériels ou appâts pour la prise de vue ou de son, de nature à nuire à la survie des espèces non domestiques,

3.6. La recherche, l'approche, notamment par l'affût, et la poursuite d'animaux non domestiques ne sont pas autorisées,

3.7. Interdiction de tout moyen pour attirer la faune, notamment le nourrissage,

3.8. Interdiction de prises de vues et de sons pendant les périodes ou dans les circonstances où les espèces non domestiques sont particulièrement vulnérables,

3.9. Tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du parc national,

3.10. Les prises de vue et de son ne devront pas mettre en scène ou évoquer, de manière directe ou indirecte, des pratiques, usages ou activités contraires au caractère du Parc national et à la réglementation en vigueur,

3.11. La mention suivante devra accompagner toute représentation et reproduction des prises de vues et de sons : « images réalisées dans le cœur du Parc national des Écrins avec l'autorisation du directeur de l'établissement public »,

3.12. Ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1,

3.13. La remise à l'établissement d'une copie haute définition des prises de vues et de sons, de même que l'information de l'établissement concernant leur exploitation sont à la charge du pétitionnaire, ce dans un délai de quinze jours après la première exploitation,

3.14. La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire, ni à l'interdiction de campement ni à la réglementation en vigueur relative à la pratique du bivouac,

3.15. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule motorisé en cœur de parc national.

Article 4 : Indépendance des législations
La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision
La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national des Écrins pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de sons en cœur de parc est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.

Article 6 : Publication
La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement. (cf. : http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs).

Article 7 : Voies et délais de recours
La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Gap, le 24 mars 2022
Le Directeur du Parc national des Écrins,

PARC NATIONAL DES ÉCRINS
Le Directeur,
Pierre COMMENVILLE